



SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE

==*==*==*==*

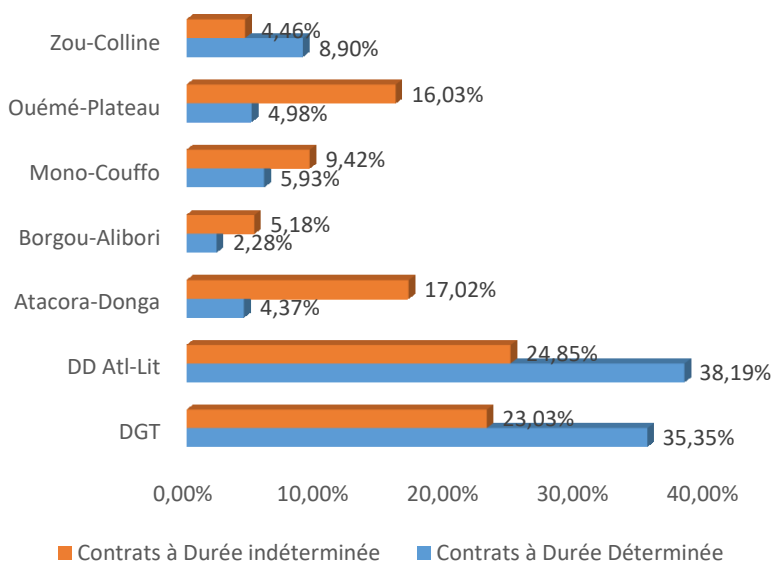
DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA
PROSPECTIVE

==*==*==*==*

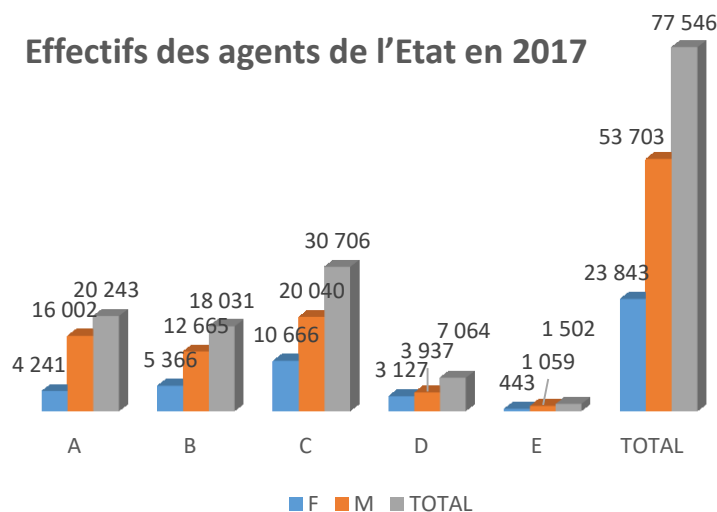
SERVICE DE GESTION DU SYSTEME
D'INFORMATION

ANNUAIRE STATISTIQUE 2017 DU MTFP

Contrats de travail visés en 2017



Effectifs des agents de l'Etat en 2017



Travail et
sécurité sociale

Fonction
publique

Réforme
administrative et
institutionnelle

Appui et
contrôle

PREFACE

La production de données statistiques est le principal moyen permettant d'analyser les performances de tous secteurs de l'Etat et de rendre compte au public des actions du gouvernement. Elle permet également aux Partenaires Techniques et Financiers, aux chercheurs et à tout utilisateur de données, d'accéder à un capital d'informations fiables. C'est conscient de l'enjeu que, depuis quelques années, mon département ministériel s'est engagé dans cette dynamique de publication des annuaires statistiques. Ainsi, après la publication des éditions précédentes, la présente production informe sur les données des différents sous-secteurs du département ministériel. Il convient de noter que l'annuaire statistique est une publication périodique des statistiques pour un secteur donné.

L'effort entrepris de présenter dans un seul document des données sur les différentes structures du Ministère du Travail et de la Fonction Publique doit se poursuivre aux fins de rendre disponibles les données nécessaires pour satisfaire aux exigences de reddition des comptes dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG).

Le présent annuaire a pour vocation de permettre aux utilisateurs de suivre dans le temps, les différentes données publiées par le ministère. Ces différentes données sont relatives entre autres:

- aux ressources humaines et financières engagées pour les activités des volets travail, protection sociale, renforcement de capacités, de réforme administrative ;
- aux chiffres sur les résultats significatifs dans les volets énumérés ci-dessus.

Je formule le vœu que les données présentées dans le présent document constituent des sources d'inspirations à des recherches scientifiques plus organisées et mieux chiffrées dans notre secteur. Je sais que mieux exploitées, ces données serviront d'éclairage aux débats citoyens responsables autour des questions touchant les secteurs du travail et de la fonction publique. Je voudrais profiter de ces lignes pour remercier tous les Partenaires Techniques et Financiers qui accompagnent mon département ministériel dans la mise en œuvre des stratégies du Gouvernement pour ce secteur.

Je témoigne ici ma satisfaction aux cadres et agents ainsi qu'à tous les acteurs de la chaîne de production statistique du MTFP pour le travail abattu. Je les encourage à toujours plus d'entrain pour une meilleure visibilité du secteur.

Adidjatou A. MATHYS

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATION	v
INTRODUCTION	1
I – CADRE INSTITUTIONNEL ET DEMARCHE METHODOLOGIE D’ELABORATION DES STATISTIQUES	2
I.1– CADRE INSTITUTIONNEL D’ELABORATION DES STATISTIQUES	3
I.1.1- MISSION du MTFP	3
I.1.2- MISSION DE LA DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE.....	4
I.1.3- MISSION DU SERVICE DE LA GESTION DU SYSTEME D’INFORMATION.....	5
I.2 – METHODOLOGIE D’ELABORATION DE L’ANNUAIRE STATISTIQUE 2017.....	vii
II – RESSOURCES DU MINISTERE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE 2017.....	6
II.1- Ressources Humaines	7
II.2-- Ressources Financières	11
III. STATISTIQUE DU SECTEUR « TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE »	14
III.1 Les normes du travail.....	17
III.2 les Relations professionnelles	18
III.3 la sécurité et la santé au travail	24
III.4 la sécurité sociale et ma mutualité	25
III.5 Le renforcement des capacités des personnels du secteur privé formel et informel »	28
IV. STATISTIQUES DU SECTEUR « FONCTION PUBLIQUE »	32
IV.1. Le recrutement des Agents de l’Etat.....	34
IV.2. La carrière des Agents de l’Etat	34
IV.3. La retraite des Agents de l’Etat	39
IV.4. Le contentieux des Agents de l’Etat	39
IV.5. Les affaires disciplinaires.....	40
IV.6. La formation professionnelle continue des agents de l’Etat	41
V. STATISTIQUES DU SECTEUR « REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE»	43
V.1. La promotion de la bonne gouvernance dans l’administration publique	45

V.2. La promotion des valeurs éthiques et républicaines	48
V.I. STATISTIQUES DU DOMAINE « APPUI ET CONTROLE »	49
VI.1. Les finance et ressources humaines du Ministère.....	51
VI.2. La programmation et la prospective	52
VI.3. L'informatique et le pré archivage du Ministère ».....	52
VI.4 Le contrôle des services et Emplois Publics	54
Conclusion	55
Annexes :.....	56

SIGLES ET ABREVIATION

ACE	: Agent Contractuel de l'Etat
ANPE	: Agence Nationale Pour l'Emploi
APE	: Agent Permanent de l'Etat
BID	: Banque Islamique de Développement
CAB	: Cabinet
CDD	: Contrat à Durée Déterminée
CDI	: Contrat à Durée Indéterminée
CEPAG	: Centre de Perfectionnement et d'Assistance en Gestion
CERFER	: Centre Régional de Formation pour l'Entretien Routier
CHS	: Comité d'Hygiène et de Santé
CMPS	: Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale
CNELA	: Commission Nationale d'Etablissement de la Liste d'Aptitude
CNNEF	: Commission Nationale de Nomination des Elèves Fonctionnaires
CNP	: Commission Nationale pour la Promotion
CNP	: Commission Nationale de Promotion
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COFEB	: Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
CPPE	: Centre de Perfectionnement du Personnel des Entreprises
DAF	: Direction de l'Administration et des Finances
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DD	: Direction Départementale
DDTFPAS	: Direction Départementale du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales
DGEM	: Direction Générale de l'Emploi et de la Microfinance
DGFAS	: Direction Générale de la Famille et des Affaires Sociales
DGFP	: Direction Générale de la Fonction Publique
DGRCE	: Direction Générale du Renforcement des Capacités et de l'Employabilité
DGRE	: Direction Générale des Réformes de l'Etat
DGT	: Direction Générale du Travail
DIP	: Direction de l'Informatique et du Pré-Archivage
DPP	: Direction de la Programmation et de la Prospective
DPPD	: Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses
EI	: Etablissement Individuel
EURL	: Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
FASN	: Fonds d'Appui à la Solidarité Nationale
FNM	: Fonds National de la Microfinance
FNPEEJ	: Fonds National de la Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des Jeunes
FODEFCA	: Fonds de Développement de la Formation Continue et de l'Apprentissage
IAI	: Institut Africain d'Informatique
LOLF	: Loi Organique portant la Loi de Finance

IGSEP	: Inspection Générale des Services et Emplois Publics
INFOSEC	: Institut de Formation Sociale, Economique et Civique
MAEP	: Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
MASMF	: Ministère des Affaires Sociales et de la Micro Finance
MDGL	: Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
MENC	: Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication
MESRS	: Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MESTFP	: Ministère de l'Enseignement Secondaire Technique et de la Formation Professionnelle
MICA	: Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
MISP	: Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
MIT	: Ministère des Infrastructures et des Transports
MJL	: Ministère de la Justice et de la Législation
MPD	: Ministère du Plan et du Développement
MS	: Ministère de la Santé
MTFP	: Ministère du Travail et de la Fonction Publique
MTFPAS	: Ministère du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales
OEF	: Observatoire de l'Emploi et de la Formation
OFFE	: Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant
PCBF	: Programme Canadien de la Bourse de la Francophonie
PTA	: Plan du Travail Annuel
SA	: Société Anonyme
SARL	: Société à Responsabilité Limitée
SAS	: Société par Action Simplifiée
SGM	: Secrétariat Général du Ministère
SGSI	: Service de la Gestion du Système d'Information
SNC	: Société en Nom Collectif

METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE 2017

Le processus d'élaboration de l'annuaire statistique 2017 du MTFP a suivi les étapes ci-après :

▪ **Actualisation et validation des outils de collecte des données**

Les outils de collecte des données existants ont été actualisés par le Service de la Gestion du Système d'Information suivant les différents domaines que composent le Ministère du Travail et de la Fonction Publique. Ils ont été validés au cours d'une séance qui a réuni l'ensemble des cadres de la DPP.

▪ **Collecte des données**

L'opération de collecte des données a couvert toute l'étendue du territoire administratif du MTFP. Les données ont été collectées au niveau de toutes les directions centrales, générales et structures sous tutelle et Directions Départementales du Travail et de la Fonction Publique. Le remplissage des fiches de collecte des données a été fait conformément aux concepts et instructions définis. Les informations nécessaires au remplissage des fiches de collecte sont tirées des sources primaires telles que les registres et les rapports d'activités ; les fiches renseignées ont été certifiées par les responsables des structures.

Les données liées aux enquêtes ont été aussi collectés. Notamment l'enquête de satisfaction des usagers du MTFP et de quelques ministères a gros effectifs, réalisée en 2018.

▪ **Traitement, contrôle et analyse des données et montage du document**


Une fois l'opération de collecte finalisée, les données ont été dépouillées et saisies. Après leur saisie, les données ont été apurées, c'est-à-dire redressées suite à quelques erreurs de réponses constatées. Les différents tableaux, indispensables à l'analyse des résultats, ont été générés et il a été procédé à l'élaboration du draft de l'annuaire.

▪ **Processus de validation**

Le processus de validation est essentiellement participatif et s'est déroulé en deux étapes :

- première étape : validation au niveau de la DPP du premier draft du document ;
- deuxième étape : validation (par l'ensemble des acteurs du MTFP).

Les observations et améliorations des uns et des autres ont été pris en compte pour l'amélioration du document avant son édition.



Les données statistiques contenues dans ce document concernent les informations relatives au MTFPAS qui sont des données générales et des données du MTFP qui sont celles liées uniquement au secteur Travail et Sécurité Sociale, Fonction Publique, Réforme Administrative et Institutionnelle.

INTRODUCTION

Le Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP) a pour mission, la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la politique de l'Etat en matière de travail, de fonction publique et de réforme administrative et institutionnelle conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Bénin et aux visions et politiques de développement du Gouvernement.

A cet effet, et dans le but de mieux orienter le processus de planification et de suivi-évaluation de ses actions, la production régulière des statistiques actualisées et fiables sur tous les domaines d'intervention du Ministère s'avère nécessaire pour la prise de décision.

L'élaboration de l'annuaire statistique 2017 du Ministère du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales vise à mettre à la disposition des décideurs et du public, des informations statistiques actualisées sur ses interventions dans ses différents domaines. La publication de cet annuaire participe donc au renforcement du processus de diffusion des dossiers pour une meilleure visibilité des interventions du Ministère.

L'élaboration de cet annuaire est fondée sur une approche participative et regroupe les données et informations collectées auprès des structures centrales et structures sous-tutelle déconcentrées du MTFP pour le compte de l'année 2017. Il présente une vue statistique de la situation dans les domaines du travail, de la sécurité sociale, de la fonction publique, de la réforme administrative et institutionnelle et aussi de l'appui et contrôle du ministère. Il est structuré en quatre grandes parties :

- le cadre institutionnel d'élaboration des statistiques ;
- la méthodologie d'élaboration de l'annuaire ;
- les ressources pour la mise en œuvre des activités de 2017 ;
- les statistiques des secteurs d'activité du MTFP.

Il convient de rappeler que les informations contenues dans le présent document concernent en générale le MTFP. Cependant, les informations relatives au budget (ressources allouées pour le ministère gestion 2017) concernent le MTFPAS.

I – CADRE INSTITUTIONNEL ET DEMARCHE METHODOLOGIE D'ELABORATION DES STATISTIQUES

I.1- CADRE INSTITUTIONNEL D'ELABORATION DES STATISTIQUES

I.1.1- MISSION ET ATTRIBUTION DU MTFP

Le Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP) a pour mission, la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la politique de l'Etat en matière de travail, de fonction publique et de réforme administrative et institutionnelle, conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Bénin et aux visions et politiques de développement du Gouvernement.

A ce titre, il est chargé,

- **en matière de promotion du travail :**
 - de concevoir, de suivre et de contrôler la législation du travail et de la sécurité sociale ;
 - de définir et de suivre la mise en œuvre des politiques de promotions de travail dans tous les secteurs, en collaboration avec les structures techniques des ministères concernés ;
 - de définir et de mettre en œuvre la politique de protection sociale des travailleurs de l'économie formelle et informelle.
 - de définir et de mettre en œuvre la politique de lutte contre le travail des enfants.
- **en matière de fonction publique :**
 - de concevoir et de mettre en œuvre, en collaboration avec les structures techniques des ministères sectoriels, les politiques et stratégies de gestion prévisionnelle des ressources humaines de l'Etat ;
 - d'élaborer, de suivre et d'adapter, de façon constante, les textes régissant la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale aux exigences du progrès et de la modernisation ;
 - de définir et d'adapter, de façon constante, le profil de la fonction publique aux exigences du progrès et de la modernisation ;
 - de définir et de mettre en œuvre la politique de recrutement des agents de l'Etat ;
 - de définir et de mettre en œuvre la politique de gestion des carrières des agents de l'Etat ;
 - de définir et de mettre en œuvre un système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat. ;
 - de définir et de mettre en œuvre la politique de formation continue et de l'évaluation des performances ;
 - de gérer le système de rémunération des agents de l'Etat, incluant un système d'information statistique performant en relation avec le ministère en charge des finances.

▪ **en matière de réformes administrative et institutionnelle :**

- d'impulser et de coordonner les réformes concourant à une Administration publique de développement, en collaboration avec les structures concernées ;
- de concevoir des politiques et des stratégies de réformes globales et sectorielles et de veiller à leur application effective ;
- d'appuyer l'élaboration des normes, procédures et standards de performance des services publics au niveau de l'Administration publique, des Institutions de la République et des organes de gouvernance des entreprises publiques ;
- de promouvoir une démarche qualité dans la conduite des réformes publiques avec la mise en place d'une pédagogie de réforme, d'un tableau de bord de suivi des réformes et d'un système d'évaluation participative des réformes ;
- d'appuyer tous les ministères concernés dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de décentralisation et de déconcentration (Plan 2D) pour la territorialisation des stratégies sectorielles de l'Etat. ;
- d'animer un mécanisme interministériel de coordination des réformes de l'Etat ;
- de promouvoir l'excellence par la détection, la valorisation des talents et des innovations administratives dans l'administration publique centrale et les collectivités territoriales ;
- d'identifier et de proposer les mesures et actions de renforcement des capacités en matière de conduite efficace des réformes de l'Etat ;
- de promouvoir les valeurs morales et éthiques fondées sur la primauté de l'intérêt général, la culture du travail bien fait, le sens du bien commun et de la responsabilité et l'amour de la Patrie ;
- de mettre en œuvre les réformes administratives et institutionnelles adoptées par le Gouvernement.

I.1.2- MISSION DE LA DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE

La Direction de la Programmation et de la Prospective assure la gestion du processus de planification.

A ce titre, elle est chargée :

- de collecter, de traiter et de diffuser toutes les informations nécessaires à une réflexion prospective et stratégique dans les domaines de compétences

- du ministère, notamment par rapport aux attentes et besoins des usagers/clients ;
- d'animer les processus d'analyses, de planification, de suivi-évaluation et de capitalisation au sein du ministère ;
 - d'élaborer, de suivre et d'évaluer en collaboration avec le Cabinet du Ministre et le Secrétariat Général du Ministère, les plans stratégique et opérationnels du Ministère ;
 - d'élaborer, en collaboration avec les directions techniques, les directions départementales, les collectivités locales et les organismes sous tutelle, les programmes et projets du ministère ;
 - d'élaborer, de suivre et d'évaluer les documents de programmation pluriannuelle de dépenses ;
 - de mobiliser, en liaison avec les services financiers, les financements pour ces programmes et projets ;
 - de mettre en place une base de données et un dispositif de collecte et de traitement des informations pour soutenir le processus de la planification, de mise en œuvre des actions de suivi évaluation et de capitalisation au sein du ministère ;
 - de veiller à la prise en compte de l'égalité des chances, de l'approche genre et de la promotion de l'emploi dans tous les programmes et projets du secteur ;
 - de veiller à la prise en compte des études d'impact environnemental et des stratégies d'adaptation au changement climatique pour tous les programmes et projets du ministère.

I.1.3- MISSION DU SERVICE DE LA GESTION DU SYSTEME D'INFORMATION

Le Service de la Gestion du Système d'Information (SGSI) est chargé :

- de tenir la base de données du ministère en matière d'informations statistiques ;
- d'élaborer les outils d'aide à la planification dans les sous-secteurs de la fonction publique, de la législation du travail, de la formation professionnelle continue, des réformes administratives et institutionnelles ;
- de collecter, de traiter et d'analyser et de centraliser les données du secteur et d'en assurer la synthèse et la diffusion en vue de leur exploitation ;
- élaborer et de diffuser l'annuaire statistique du ministère ;
- d'élaborer périodiquement une note de conjoncture sur l'état des sous-secteurs.

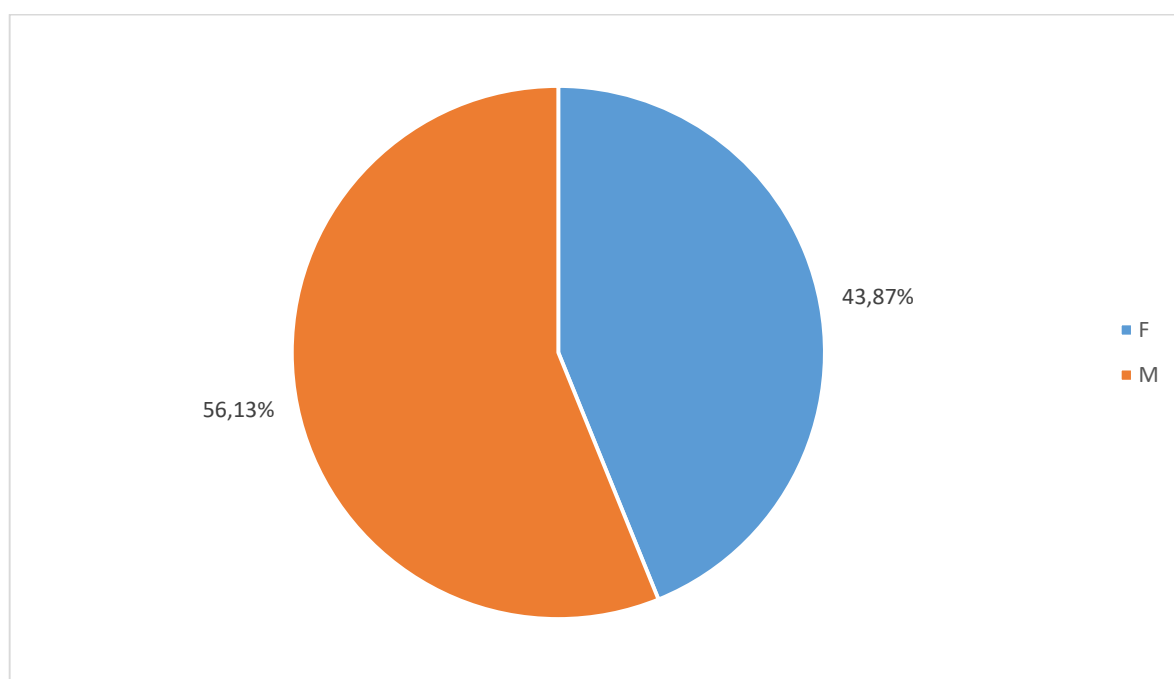
II – RESSOURCES DU MINISTÈRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE 2017

II.1- Ressources Humaines

Le Ministère du Travail de la Fonction Publique et des Affaires Sociales a rempli sa part de mission au titre de l'année 2017 avec un personnel dont l'effectif s'élève à mille cent quatre-vingt-dix (1 190) agents de l'Etat, constitué de 80% d'APE, 20% d'ACE.

➤ Par sexe

Le personnel du MTFPAS compte en 2017, cinq cent vingt-deux (522) femmes, soit 44% de l'effectif du ministère et six cent soixante-huit (668) hommes, soit 56%.



➤ Par catégorie

La répartition par structure de l'effectif, suivant les catégories, se présente comme suit dans le tableau ci-après : (Cf. tableau n°1).

Tableau n°1: Répartition du personnel du MTFPAS par structure, catégorie et sexe

Structure	A			B			C			D			E			Ensemble		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
CAB	2	11	13	1	2	3	1	3	4	1	8	9	0	0	0	5	24	29
IGSEP	0	15	15	1	0	1	0	0	0	0	3	3	0	0	0	1	18	19
SGM	6	6	12	0	0	0	4	1	5	1	4	5	0	1	1	11	12	23
DAF	4	10	14	10	9	19	8	3	11	2	11	13	0	3	3	24	36	60
DPP	3	19	22	1	0	1	2	1	3	0	3	3	0	0	0	6	23	29
DIP	4	9	13	3	5	8	0	1	1	1	2	3	0	0	0	8	17	25
DGRE	5	20	25	3	6	9	3	1	4	0	3	3	0	0	0	11	30	41
DGT	19	8	27	4	6	10	1	0	1	1	3	4	0	1	1	25	18	43
DGFAS	18	39	57	14	9	23	9	5	14	6	24	30	2	4	6	49	81	130
DGEM	14	21	35	7	4	11	3	7	10	0	4	4	0	0	0	24	36	60
DGFP	23	38	61	24	14	38	12	11	23	7	17	24	0	2	2	66	82	148
DGRCE	4	14	18	3	5	8	2	0	2	2	2	4	0	0	0	11	21	32
CPAG	1	3	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3	4
ANPE	0	1	1	0	0	0	1	1	2	0	1	1	0	0	0	1	3	4
FASN	7	4	11	2	2	4	2	0	2	1	1	2	0	0	0	12	7	19
FNM	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
FNPEEJ	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
INFOSEC	1	7	8	2	1	3	0	0	0	1	0	1	0	0	0	4	8	12
CMPS	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
CPPE	1	10	11	0	2	2	0	3	3	0	2	2	0	0	0	1	17	18
OEF	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
DDTFPAS-ATA/DON	3	10	13	2	18	20	9	3	12	8	9	17	0	2	2	22	42	64
DDTFPAS-ATL/LIT	16	9	25	38	20	58	14	8	22	9	10	19	0	3	3	77	50	127
DDTFPAS-BOR/ALI	6	11	17	10	17	27	21	10	31	10	7	17	0	2	2	47	47	94
DDTFPAS-MON/COU	3	6	9	12	12	24	3	1	4	7	9	16	0	1	1	25	29	54
DDTFPAS-OUE/PLA	12	6	18	26	12	38	6	6	12	6	4	10	0	1	1	50	29	79
DDTFPAS-ZOU/COL	7	11	18	24	11	35	4	4	8	6	5	11	0	0	0	41	31	72

Structure	A			B			C			D			E			Ensemble		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Total général	159	290	449	187	157	344	105	69	174	69	132	201	2	20	22	522	668	1190

Source : DAF/MTFPAS, 2017

➤ **Par statut**

La répartition de l'effectif, suivant le statut, se présente comme suit, par structure :

Tableau n°2: Répartition du personnel du MTFPAS par structure, catégorie et sexe

Structure	A C E			A P E			Total
	F	M	T	F	M	T	
CAB	2	17	19	3	7	10	29
IGSEP	0	0	0	1	18	19	19
SGM	4	5	9	7	7	14	23
DAF	6	13	19	18	23	41	60
DPP	2	7	9	4	16	20	29
DIP	4	4	8	4	13	17	25
DGRE	3	9	12	8	21	29	41
DGT	1	3	4	24	15	39	43
DGFAS	10	24	34	39	57	96	130
DGEM	4	11	15	20	25	45	60
DGFP	19	17	36	47	65	112	148
DGRCE	4	5	9	7	16	23	32
CEPAG	0	1	1	1	2	3	4
ANPE	0	1	1	1	2	3	4
FASN	0	2	2	12	5	17	19
FNM	0	0	0	0	1	1	1
FNPEEJ	0	0	0	0	1	1	1
INFOSEC	3	4	7	1	4	5	12
CMPS	0	0	0	0	1	1	1
CPPE	0	6	6	1	11	12	18
OEF	0	0	0	0	1	1	1
DDTFPAS-ATA/DONGA	1	6	7	21	36	57	64
DDTFPAS-ATL/LIT	1	9	10	76	41	117	127
DDTFPAS-BORGOU/ALIB	5	11	16	42	36	78	94
DDTFPAS-MONO/COUF	1	2	3	24	27	51	54
DDTFPAS-OUEM/PLAT	1	1	2	49	28	77	79
DDTFPAS-ZOU/COL	3	6	9	38	25	63	72
Total général	74	164	238	448	504	952	1190

Source : DAF, 2017

Outre cet effectif, le ministère est accompagné dans l'exécution de ses activités de 2017, par quatre (04) stagiaires mis à disposition par l'ANPE et quatre (04) agents permanents du Ministère de la Défense Nationale.

II.2-- Ressources Financières

Au plan financier, le Ministère a bénéficié, de la part du budget national et des Partenaires Techniques et Financiers, au titre de l'année 2017, d'une dotation financière globale de trente-deux milliards deux cent quinze millions huit cent trente mille (32 215 830 000) francs CFA répartie entre cinq (5) programmes présentés dans le tableau ci-après (tableau 2).

Tableau n°3: Répartition du budget par programme

Intitulés des programmes	Montant du budget alloué (en francs CFA)
Programme 1 : Pilotage et soutien	7 561 707 000
Programme 2 : Promotion socio-économique des travailleurs et personnes vulnérables	19 832 362 000
Programme 3 : Promotion des valeurs familiales et du genre	1 841 109 000
Programme 4 : Gestion de ressources humaines de l'Etat	1 908 413 000
Programme 5 : Promotion d'une administration de développement	1 072 239 000
Total programmes	32 215 830 000

Sources : DPPD/MTFPAS, 2017 et SiGFIP, 2017

Ce budget est reparti par structure et mis en œuvre au cours de 2017.

La dotation et le niveau d'exécution par structure sont donnés dans le tableau suivant.

Tableau n°4: Tableau n°3 : Exécution budgétaire par structure du MTFPAS.

Structure	Fonctionnement (en de FCFA)			Taux (en %)	
	Dotation	Engagement	Ordonnancement	Eng	Ord
CABINET	171 500 000	142 487 712	137 233 421	83,08%	80,02%
IGSEP	62 269 000	62 264 987	58 519 882	99,99%	93,98%
SGM	117 075 000	93 957 610	90 381 880	80,25%	77,20%
DPP	2 148 575 000	1 734 804 685	1 271 795 298	80,74%	59,19%
DAF	1 527 601 000	1 261 829 593	1 134 349 920	82,60%	74,26%
DIP	579 707 000	414 864 028	348 224 603	71,56%	60,07%
DGRE	287 898 000	143 838 111	129 369 990	49,96%	44,94%
DGT	351 938 000	215 955 100	148 354 800	61,36%	42,15%
DGFAS	5 951 005 000	5 251 414 363	3 514 992 022	88,24%	59,07%
DGEM	9 876 783 000	9 298 239 034	7 526 046 494	94,14%	76,20%
DGFP	403 052 000	802 455 753	692 620 795	199,09%	171,84%
DGRCE	108 831 000	68 082 815	59 837 465	62,56%	54,98%
CPAG	30 000 000	30 000 000	30 000 000	100,00%	100,00%
OFFE	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
ANPE	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	100,00%	100,00%
FASN	460 000 000	115 000 000	0	25,00%	0,00%
FNM	1 869 730 000	1 402 297 500	934 865 000	75,00%	50,00%
FNPEEJ	963 000 000	963 000 000	963 000 000	100,00%	100,00%
FODEFCA	500 000 000	375 000 000	375 000 000	75,00%	75,00%
INFOSEC	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100,00%	100,00%
CMPS	220 000 000	220 000 000	220 000 000	100,00%	100,00%
CPPE	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100,00%	100,00%
OEF	250 000 000	250 000 000	250 000 000	100,00%	100,00%
DD Atacora	89 000 000	88 500 000	88 500 000	99,44%	99,44%
DD Atlantique	92 750 000	90 749 857	90 749 857	97,84%	97,84%
DD Borgou	93 500 000	92 989 600	92 989 600	99,45%	99,45%
DD Mono	96 679 000	96 124 125	94 989 125	99,43%	98,25%
DD Ouémé	94 820 000	94 813 985	94 813 985	99,99%	99,99%
DD Zou	88 746 000	88 221 250	88 221 250	99,41%	99,41%
Personnel du MTFP	3 481 371 000	2 893 747 925	2 893 747 925	83,12%	83,12%
Total	32 215 830 000	28 590 638 033	23 628 603 312	88,75	73,34

Source : SiGFIP, 2017

III. STATISTIQUE DU SECTEUR « TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE »

Le secteur travail et sécurité sociale regroupe :

- les normes du travail ;
- les relations professionnelles ;
- la sécurité et la santé au travail ;
- la sécurité sociale et la mutualité ;
- le renforcement des capacités des personnels du secteur privé formel et informel.

- ✓ Au cours de l'année 2017, 120 entreprises ont été formées et 4 ateliers de sensibilisation ont été organisés sur les droits fondamentaux du travail.
- ✓ Le nombre de déclarations d'établissements délivrés, au cours de l'année 2017, est de 15, celui d'accords d'établissements étudiés est de 2 et le nombre de règlements intérieurs d'entreprise visés est de 15.
- ✓ Le nombre d'enfants retirés des pires formes de travail est de 108 au titre de l'année 2017.
- ✓ Le nombre de contrats de travail visé est de 18 776 avec 18 053 contrats nationaux et 723 contrats expatriés.
- ✓ Le nombre de contrat à durée déterminée visés est de 16 961 et celui à durée indéterminée visés est de 1 815.
- ✓ Le nombre de plaintes individuelles enregistrées en 2017 est 1859 et le nombre de plaintes collectives enregistrées est de 232 pour un total de 2091 plaintes enregistrées au cours de l'année 2017.
- ✓ Le pourcentage de plaintes individuelles (88 ,9%) est largement supérieur au pourcentage de plaintes collectives (11,1%).
- ✓ Le nombre de litiges est de 2588 avec 1000 litiges individuels et 1588 litiges collectifs.
- ✓ Le nombre d'entreprises ayant mise en place des délégués de personnel au cours de l'année 2017 est de 68 et se retrouvent le plus dans le département de l'Atlantique-littoral (sont presque inexistant dans le département du Mono-Couffo).
- ✓ Le nombre d'attestations d'existence de non litiges délivrés au total en 2017 est de 375.
- ✓ Le taux de satisfaction, au 31 décembre 2017 des doléances des organisations syndicales contenues dans le cahier de charges du 1er mai 2017, est 48,52% et la proportion des revendications en cours de mise en œuvre est de 42,64%.
- ✓ Le nombre de motions de grèves reçues, au cours de l'année 2017, est de 53
- ✓ Le nombre de syndicats de base déclarés et ayant renouvelé leur texte en 2017 est de 18;
- ✓ Le nombre d'accidents de travail enregistrés au niveau des directions départementales est de 103 en 2017.
- ✓ Le nombre d'entreprises ayant installé des CHS en 2017 est de 3.
- ✓ Le nombre total d'adhérents enregistrés par la CMPS est de 1171 et celui des bénéficiaires en 2017 est de 2168.
- ✓ Le nombre de personnes déclarées en charge est moyenne 2 personnes par adhérent.

- ✓ Le nombre de bénéficiaires des rentes en 2017 est de 979 et sont plus nombreux à Cotonou soit 60,9% et pour la plupart bénéficie de la rente de type incapacité partielle/permanente.
- ✓ Le nombre d'employeurs immatriculés en 2017 est 3 626.
- ✓ Le nombre de bénéficiaires de pension en 2017 est de 22 590.
- ✓ Le nombre de demandeurs de pension en 2017 est de 7014.
- ✓ Le nombre d'activités de formation réalisées au niveau de CPPE en 2017 est de 664.
- ✓ Le nombre de personnel formés par le CPPE en 2017 est de 664. Il n'y a pas eu de formation en construction métallique mais en général il y a eu plus d'agents formés que prévu dans les autres catégories de formation.
- ✓ Le nombre de bénéficiaires du financement du FODEFCA en 2017 est de 3 688.
- ✓ Les agents ayant bénéficié du financement du FODEFCA pour le renforcement des capacités par secteur sont au nombre de 1150 en 2017 avec 283 agents dans le secteur moderne et 867 agents dans le secteur de l'artisanat.
- ✓ Le nombre d'apprentis ayant bénéficié du financement du FODEFCA pour la formation complémentaire du type dual dans divers métiers de l'artisanat en 2017 est de 2538.

III.1 Normes du travail

Elles se rapportent aux conventions ratifiées, droits fondamentaux du travail et au travail des enfants.

Tableau n°5: Formation et sensibilisation sur les droits fondamentaux du travail

Type	Nombre
Entreprises formées sur les droits fondamentaux du travail	120
Ateliers de sensibilisation sur les droits fondamentaux du travail organisés	4

Source : DGT, 2017

Au cours de l'année 2017, 120 entreprises ont été formées sur les droits fondamentaux de travail et 4 ateliers de sensibilisation sur les droits fondamentaux du travail ont été organisés.

Tableau n°6: Statistique sur les relations professionnelles

Type de statistique	Nombre
Conventions collectives de travail étudiées	2
Accords d'établissements étudiés	2
Règlements intérieurs visés	15
Déclaration d'établissements délivrés	15

Source : DGT, 2017

Le nombre d'accords d'établissements étudiés au cours de l'année 2017 est de 2 et on a 15 règlements intérieurs d'entreprise visés et 15 déclarations d'établissements délivrés.

Tableau n°7: Statistiques sur les Pires formes de travail des enfants

Département	Nombre d'enfants retirés des pires formes de travail	Nombre de personnes touchées par les sensibilisations sur les textes et lois en matière de travail	Nombre d'entreprises touchées par des séances de vulgarisation des textes et lois en matière de travail
<i>DGT</i>	80	2700	1500
<i>DD Atl-Lit</i>	0	40	40
Atlantique-Littoral	80	2740	1540
Atacora-Donga	27	400	400
Borgou-Alibori	1	160	100
Mono-Couffo	0	0	80
Ouémé-Plateau	0	50	25
Zou-Collines	0	0	0
Total	108	3350	2145

Source : DGT, 2017

Le nombre d'enfants retirés des pires formes de travail est de 108 au titre de l'année 2017.

III.2 Relations professionnelles

Il s'agit ici des relations interprofessionnelles, de la médiation et de l'inspection du travail et du dialogue social.

Tableau n°8: Nombre de contrats de travail visés

Type	Nombre	Proportion
National	18053	96,15%
Expatrié	723	3,85%
Total	18776	100,0%

Source : DGT, 2017

Le nombre de contrats de travail visé est de 18 776 avec 18 053 contrats nationaux et 723 contrats expatriés.

Tableau n°9: Nombre de contrats de travail des nationaux et des expatriés visés par département et par type de contrat

Département	Types de contrat de travail visés			Proportion		
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI	Total
<i>DGT</i>	5996	418	6414	93,5%	6,5%	100,0%
<i>DD Atl-Lit</i>	6477	451	6928	93,5%	6,5%	100,0%
Atlantique-Littoral	12473	869	13342	93,5%	6,5%	100,0%
Atacora-Donga	742	309	1051	70,6%	29,4%	100,0%
Borgou-Alibori	387	94	481	80,5%	19,5%	100,0%
Mono-Couffo	1005	171	1176	85,5%	14,5%	100,0%
Ouémé-Plateau	844	291	1135	74,4%	25,6%	100,0%
Zou-Collines	1510	81	1591	94,9%	5,1%	100,0%
Total	16961	1815	18776	90,3%	9,7%	100,0%

Sources : DGT et DD, 2017

Le nombre de contrats à durée déterminée visés est de 16961 et le nombre de contrat à durée indéterminée visés est de 1815. Au total, le nombre de contrats de travail visés est 18776. Les contrats à durée déterminée (90,3%) constituent presque la totalité des contrats de travail visés en 2017.

Tableau n°10: Nombre de plaintes enregistrées par type et par département

Département	Types de plaintes			Proportion		Total
	Individuelles	Collectives	Total	Individuelles	Collectives	
<i>DGT</i>	507	60	567	89,4%	10,6%	100,0%
<i>DD Atl-Lit</i>	846	44	890	95,1%	4,9%	100,0%
Atlantique-Littoral	1353	104	1457	92,9%	7,1%	100,0%
Atacora-Donga	98	16	114	86,0%	14,0%	100,0%
Borgou-Alibori	84	38	122	68,9%	31,1%	100,0%
Mono-Couffo	57	0	57	100,0%	0,0%	100,0%
Ouémé-Plateau	146	26	172	84,9%	15,1%	100,0%
Zou-Collines	121	48	169	71,6%	28,4%	100,0%
Total	1859	232	2091	88,9%	11,1%	100,0%

Source : DGT, 2017

Le nombre de plaintes individuelles enregistrées en 2017 est 1859 et le nombre de plaintes collectives enregistrées est de 232 pour un total de 2091 plaintes enregistrées

au cours de l'année 2017. Le pourcentage de plaintes individuelles (88,9%) est largement supérieur au pourcentage de plaintes collectives (11,1%).

Tableau n°11: Nombre de procès-verbaux de règlements de litiges par types et par département

Département	Type de litiges					
	Individuels			Collectifs		
	Procès-verbaux de règlement à l'amiable	Procès-verbaux de non-conciliation	Total	Procès-verbaux de règlement à l'amiable	Procès-verbaux de non-conciliation	Total
<i>DGT</i>	197	150	347	267	274	541
<i>DD Atl-Lit</i>	183	162	345	247	295	542
Atlantique-Littoral	380	312	692	514	569	1083
Atacora-Donga	67	9	76	9	6	15
Borgou-Alibori	69	48	117	3	4	7
Mono-Couffo	8	49	57	0	0	0
Ouémé-Plateau	77	133	210	44	52	96
Zou-Collines	69	105	174	0	0	0
Total	670	656	1326	570	631	1201

Source : DGT, 2017

Le nombre de litiges est de 2527 dont 1326 litiges individuels et 1201 litiges collectifs. Il en ressort qu'il y a plus de litiges individuels peu importe le mode de règlement.

Parmi les litiges individuels 50,53% des litiges sont réglés à l'amiable(626). Le reste des dossiers est transmis à la justice.

Les litiges collectifs quant à eux enregistrent 47,46% de litiges réglés à l'amiable.

Tableau n°12: Nombre d'entreprises ayant installé des délégués de personnel par département

Département	Nombre	Proportion
<i>DGT</i>	10	17,24%
<i>DD Atl-Lit</i>	14	24,14%
Atlantique-Littoral	24	41,3
Atacora-Donga	12	20,69%
Borgou-Alibori	4	6,90%
Mono-Couffo	1	1,72%
Ouémé-Plateau	8	13,79%
Zou-Collines	9	15,52%
Total	58	100,00%

Source : DGT, 2017

Le nombre d'entreprises ayant mis en place des délégués de personnel au cours de l'année 2017 est de 68. Ces entreprises se retrouvent en majorité dans le département de l'Atlantique-Littoral (sont presque inexistantes dans le département du Mono-Couffo).

Tableau n°13: Nombre de contrats d'apprentissage visés par département

Département	Nombre	Proportion
<i>DGT</i>	5	5,0%
<i>DD Atl-Lit</i>	0	0,0%
Atlantique-Littoral	5	5,0%
Atacora-Donga	6	6,0%
Borgou-Alibori	10	10,0%
Mono-Couffo	30	30,0%
Ouémé-Plateau	30	30,0%
Zou-Collines	19	19,0%
Total	100	100,0%

Source : DGT, 2017

Le nombre de contrats de travail visés en 2017 est de 100.

Tableau n°14: Nombre d'attestations d'existence et de non litige délivrées par département

Département	Nombre	Proportion
<i>DGT</i>	37	9,9%
<i>DD Atl-Lit</i>	100	26,7%
Atlantique-Littoral	137	36,5%
Atacora-Donga	42	11,2%
Borgou-Alibori	0	0,0%
Mono-Couffo	1	0,3%
Ouémé-Plateau	0	0,0%
Zou-Collines	195	52,0%
Total	375	100,0%

Source : DGT, 2017

Le nombre d'attestations d'existence et de non litige délivrées au total en 2017 est de 375.

Tableau n°15: Nombre de visites d'entreprises (inopinées, suscitées)

Département	Type de visite		Ensemble	Proportion de visites inopinées
	Nombre de visites inopinées	Nombre de visites suscitées		
Atacora-Donga	108	19	127	85,0%
Atlantique-Littoral	60	0	60	100,0%
Borgou-Alibori	38	12	50	76,0%
Mono-Couffo	66	2	68	97,1%
Ouémé-Plateau	0	38	38	0,0%
Zou-Collines	0	113	113	0,0%
Total	272	184	456	59,6%

Source : DDTFP, 2017

Le nombre total de visites au cours de l'année 2017 est de 456 dont 272 visites inopinées et 184 visites suscitées. On remarque qu'au niveau du département de l'Atlantique-Littoral les visites sont inopinées alors qu'au niveau des départements de l'Ouémé-Plateau et des Zou-Collines les visites sont suscitées.

Tableau n°16: Niveau de satisfaction des doléances des organisations syndicales

Niveau de satisfaction	Nombre	Proportion
Satisfait	33	48,52%
En cours	29	42,64%
Non satisfait	6	8,82%
Total	68	100%

Source : DGT, 2017

Le taux de satisfaction, au 31 décembre 2017 des doléances des organisations syndicales contenues dans le cahier de charges du 1^{er} mai 2017, est 48,52%. La proportion des revendications en cours de mise en œuvre au 31 décembre 2017 est de 42,64%.

Tableau n°17: Nombre de motions de grèves par secteur

Secteur	Nombre	Proportion
Administration des finances	6	11,32%
Agriculture, élevage et pêche	1	1,89%
Education (les trois ordres)	18	33,96%
Justice	5	9,43%
Santé	11	20,75%
Infrastructure et transport	7	13,21%
Travail et fonction publique	2	3,77%
Télécommunication	3	5,66%
Total	53	100,00%

Source : DGT, 2017

Le nombre de motions de grèves reçues, au cours de l'année 2017, est de 53 (demande d'histogramme).

Tableau n°18: Nombre de Syndicats de base déclarés et ayant renouvelé leur texte

Mouvements syndicaux	Nombre
Syndicats de base déclarés	9
Syndicats de base ayant renouvelé leur texte	9

Source : DGT, 2017

Le nombre de Syndicats de base déclarés ayant renouvelé leur texte en 2017 est de 9

III.3 La sécurité et la santé au travail

Le sous-domaine sécurité et santé au travail distingue la santé au travail, la sécurité au travail.

Tableau n°19: Nombre d'accidents du travail enregistrés

Département	Nombre	Proportion
Atacora-Donga	10	9,7%
Atlantique-Littoral	9	8,7%
Borgou-Alibori	0	0,0%
Mono-Couffo	0	0,0%
Ouémé-Plateau	6	5,8%
Zou-Collines	78	75,7%
Total	103	100,0%

Source : DD, 2017

Le nombre d'accidents de travail enregistrés au niveau des directions départementales est de 103 en 2017. Les accidents de travail sont plus enregistrés dans le département de Zou-Collines.

Tableau n°20: Nombre d'entreprises ayant installé des CHS

Département	Nombre	Proportion
Atacora-Donga	1	33,3%
Atlantique-Littoral	0	0,0%
Borgou-Alibori	1	33,3%
Mono-Couffo	1	33,3%
Ouémé-Plateau	0	0,0%
Zou-Collines	0	0,0%
Total	3	100,0%

Source : DD, 2017

Le nombre d'entreprises ayant installé des CHS en 2017 est de 3.

III.4 la sécurité sociale et mutualité

Tableau n°21: Nombre de bénéficiaires par adhérent de la Caisse Mutuelle de prévoyance Sociale

DONNEES	EFFECTIFS 2017		
	M	F	TOTAL
Nombre d'adhérents	486	685	1 171
Nombre de bénéficiaires	729	1 439	2 168
Nombre de bénéficiaires par adhérent	1,50	2,10	1,85

Source : CMPS, 2017

Le nombre total d'adhérents enregistrés par la CMPS est de 1171 et celui des bénéficiaires en 2017 est de 2168. Lorsqu'une personne adhère à la CMPS, elle déclare en moyenne 2 personnes en charge.

Tableau n°22: Nombre de bénéficiaires de rente par type de rente en 2017

	Nombre	Proportion
Incapacité Partielle/ Permanente (RIPP)	616	62,9%
Survivant Orphelins	109	11,1%
Survivant Veuve	201	20,5%
Survivant ascendant	53	5,4%
Total	979	100,0%

Source : CNSS, 2017

Le nombre de bénéficiaires de rente par type de rente en 2017 est de 979.

Tableau n°23: Nombre de bénéficiaires de rente par agence en 2017

Agence CNSS	Nombre	Proportion
Cotonou	596	60,9%
Porto-Novo	90	9,2%
Lokossa	14	1,4%
Abomey	148	15,1%
Parakou	113	11,5%
Natitingou	18	1,8%
Total	979	100,0%

Source : CNSS, 2017

Le nombre de bénéficiaires des rentes en 2017 est de 979 et sont plus nombreux à Cotonou soit 60,9% et pour la plupart bénéficient de la rente de type incapacité partielle/permanente.

Tableau n°24: Nombre d'employeurs immatriculés en 2017

	Nombre	Proportion
Régime général	3368	92,9%
Gens de maison	52	1,4%
Assurés volontaires	206	5,7%
Total	3626	100,0%

Source : CNSS, 2017

Le nombre d'employeurs total immatriculés en 2017 est 3626. Les employeurs de régime général sont les plus immatriculés (92,9%) en 2017.

Tableau n°25: Nombre de bénéficiaires de pension par type de pension en 2017

Type de pension de pension	Nombre	Proportion
Vieillesse Normale	10272	45,5%
Vieillesse Anticipée	1937	8,6%
Survivant Veuve/veuf	8096	35,8%
Survivant Orphelin	1750	7,7%
Pension invalide	161	0,7%
Allocation de Vieillesse	254	1,1%
Allocation Survivant	60	0,3%
Allocation survivant veuves	40	0,2%
Allocation survivant orphelins	20	0,1%
Total	22590	100,0%

Source : CNSS, 2017

Le nombre de bénéficiaires de pension en 2017 est de 22590. La plupart des bénéficiaires de pension sont des vieux 45,5% et des survivants veufs 35,8%.

Tableau n°26: Nombre de demandeurs de pension en 2017

Demandeurs	Cotonou	Porto- Novo	Lokossa	Abomey	Parakou	Natitingou	Total
Allocation familiale en instance	1451	111	43	13	91	22	1731
Allocation familiale reçue	2906	627	363	342	662	383	5283
Total	4357	738	406	355	753	405	7014

Source : CNSS, 2017

Le nombre de demandeurs de pension en 2017 est de 7014.

III.5 Le renforcement des capacités des personnels du secteur privé formel et informel »

- **Renforcement des capacités des Personnels du secteur privé formel et informel**

Tableau n°27: Nombre d'activités de formation selon le type de formation

Activité de formation	Formation assurée	Demande de formation	Proportion de demande satisfaite
Génie civil	114	148	77,0%
DAO	38	63	60,3%
Electricité froid et climatisation	105	119	88,2%
Management et entrepreneuriat	48	16	300,0%
Secrétariat bureautique	283	370	76,5%
Fabrication mécanique et maintenance	52	58	89,7%
Maintenance automobile	24	35	68,6%
Construction métallique	0	4	0,0%
Maintenance informatique et Web master	0	39	0,0%
Total	664	852	77,9%

Source : CPPE, 2017

Le nombre total d'activités de formation réalisées au niveau de CPPE en 2017 est de 664.

Tableau n°28: Nombre de personnels formés selon le type de formation

	Effectif 2017		Taux d'exécution
	Prévision	Formation assurée	
Génie civil	75	114	152,0%
DAO	30	38	126,7%
Electricité froid et climatisation	25	105	420,0%
Management et entrepreneuriat	40	48	120,0%
Secrétariat bureautique	300	283	94,3%
Fabrication mécanique et maintenance	10	52	520,0%
Maintenance automobile	10	24	240,0%
Construction métallique	10	0	0,0%
Maintenance informatique et Web master	0	0	0,0%
Total	500	664	132,8%

Source : CPPE, 2017

Le nombre de personnel formé par le CPPE en 2017 s'élève à six cent soixante-quatre (664). Il n'y a pas eu de formation en construction métallique mais en général il y a eu plus d'agents formés que prévu dans les autres catégories de formation.

Tableau n°29: Nombre de bénéficiaires du financement du Fond de Développement de Formation Professionnelle Continue et de l'Apprentissage (FODEFCA)

Bénéficiaires	Effectif prévu	Effectif réalisé	Taux d'exécution
Nombre d'agents/employés d'entreprises du secteur moderne (entreprises formelles) ayant bénéficié du financement du FODEFCA	400	283	70,75%
Nombre d'agents de micro entreprise du secteur de l'artisanat ayant bénéficiés du financement du FODEFCA	500	867	173,40%
Nombre d'apprentis ayant bénéficié du financement de FODEFCA pour la formation complémentaire du type dual dans divers métiers de l'artisanat	1970	2538	128,83%
Total	2870	3688	128,50%

Source : FODEFCA, 2017

Le nombre total de bénéficiaires du financement du FODEFCA en 2017 est de 3688.

Tableau n°30: Nombre d'agents/employés ayant bénéficié du financement du FODEFCA par secteur

Type de secteur	Effectifs			Proportion des formations par secteur
	F	M	Total	
Secteur moderne	130	153	283	24,6%
Secteur de l'artisanat	482	385	867	75,4%
Total	612	538	1150	100,0%

Source : FODEFCA, 2017

Les agents qui ont bénéficié du financement du FODEFCA pour le renforcement des capacités par secteur sont au nombre de 1150 en 2017 dont 283 agents dans le secteur moderne et 867 agents dans le secteur de l'artisanat.

Tableau n°31: Nombre d'apprentis ayant bénéficié du financement de FODEFCA pour la formation complémentaire du type dual dans divers métiers de l'artisanat

	Nombre	Proportion
F	1337	52,7%
M	1201	47,3%
Total	2538	100,0%

Source : FODEFCA, 2017

Le nombre total d'apprentis ayant bénéficié du financement du FODEFCA pour la formation complémentaire du type dual dans divers métiers de l'artisanat en 2017 est de 2538. Les apprentis de sexe féminin ont plus bénéficié du financement de FODEFCA pour la formation complémentaire du type dual dans divers métiers de l'artisanat.

IV. STATISTIQUES DU SECTEUR « FONCTION PUBLIQUE »

Le secteur fonction publique concerne :

- le recrutement des Agents de l'Etat ;
- la carrière des Agents de l'Etat ;
- la retraite des Agents de l'Etat ;
- le contentieux des Agents de l'Etat ;
- les affaires disciplinaires ;
- la formation professionnelle continue des agents de l'Etat

- ✓ Le nombre d'agents recrutés en 2017 est de (1 409) dont 492 femmes et 917 hommes et en termes de statut, 932 Fonctionnaires de l'Etat et 477 Agents Contractuels de Droit Privé de l'Etat.
- ✓ Le nombre d'agents de l'Etat en 2017 est de 77 546 avec 23 843 femmes (30,75%) et 53 703 hommes et en termes de statut, 22 281 Fonctionnaires de l'Etat (28,73%) et 47 347 Agents Contractuels de Droit Public de l'Etat.
- ✓ Le nombre de dossiers d'évacuations sanitaires en 2017 est de 220 dossiers.
- ✓ Le nombre de contrats administratifs et nommés est de 1030 en 2017.
- ✓ Le nombre de commune ayant bénéficié d'assistance conseil en matière de gestion de carrière en 2017 est de 53 soit un taux de 67,9%.
- ✓ Le nombre d'agents de l'Etat admis à la retraite au titre de 2017 est de 1339 dont 68,4% de la catégorie A.
- ✓ Le nombre total de recours enregistrés, en 2017, est de 92 et le nombre de recours traités est de 81, soit un taux de traitement de 88%.
- ✓ Le nombre de fautes administratives enregistrées, au titre de l'année 2017, est de 26 dont 12 cas d'abandon de poste et 5 cas de malversations avec poursuite judiciaire.
- ✓ Le nombre d'agents de l'Etat ayant été sanctionnés en 2017 est de 16 avec sept (07) cas d'abaissements d'échelons, sept (07) de rétrogradation, une (01) rupture de contrat pour faute grave et (01) une révocation avec perte des droits à pension.
- ✓ Le nombre de Ministères et Institutions disposant de plan pluriannuel de formation en cours de validité est de 17 sur les 30 Ministères et Institutions, soit un taux de 57%.
- ✓ Le pourcentage de dossiers de formation diplômante ayant reçu d'avis favorable en 2017 est de 40,37%.
- ✓ Le pourcentage d'agents de l'Etat ayant obtenu l'avis favorable pour leur dossier de formation diplômante sans bourse est de 52,32%.
- ✓ Le pourcentage d'agents de l'Etat ayant obtenu l'avis favorable pour leur dossier de formation diplômante avec bourse est de 27,3%. Parmi ceux-ci, 67 % ont recherché eux-mêmes la bourse pour leur formation.

IV.1. Le recrutement des Agents de l'Etat

Tableau n°32: Effectifs des agents recrutés au titre de 2017 par ministère bénéficiaire, catégorie et sexe

Ministère bénéficiaire	Statut	Catégorie et sexe												Ensemble		
		A			B			C			D					
		F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
MJL	APE	51	118	169	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51	118	169
SPORT	ACE	31	60	91	14	7	21	0	0	0	0	0	0	45	67	112
MEF	ACE	7	27	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	27	34
	APE	39	124	163	0	64	64	23	69	92	7	60	67	69	317	386
MASMF	APE	71	29	100	23	27	50	0	0	0	0	0	0	94	56	150
MAEP	APE	5	10	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	10	15
MS	ACE	117	139	256	42	16	58	11	6	17	0	0	0	170	161	331
MDGL	APE	21	59	80	2	10	12	6	10	16	5	7	12	34	86	120
MESRS	APE	17	75	92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17	75	92
Total		359	641	1000	81	124	205	40	85	125	12	67	79	492	917	1409

Source : DPP, 2018 ; DGFP ,2017

Le nombre d'agents recrutés en 2017 est de 1 409 dont 492 femmes et 917 hommes et en termes de statut, 932 Fonctionnaires de l'Etat (FE) et 477 Agents Contractuels de Droit Public de l'Etat (ACDPE).

IV.2. La carrière des Agents de l'Etat

Les données concernant ce sous domaine portent sur les effectifs des agents, les dossiers de carrière et l'assistance conseil en matière de la gestion des carrières des agents de l'Etat.

➤ **Effectifs des agents**

Tableau n°33: Effectifs des agents de l'Etat au titre de 2017 par catégorie et statut

Catégorie	ACDPE	FE	TOTAL	Proportion des Fonctionnaires de l'Etat (FE)
A	12 945	7 298	20 243	36,05%
B	8 647	9 384	18 031	52,04%
C	26 666	4 040	30 706	13,16%
D	5 574	1 490	7 064	21,09%
E	1 433	69	1 502	4,59%
TOTAL	55 265	22 281	77 546	28,73%

Source : CGFUR-PE, 2017

Tableau n°34: Effectifs des agents de l'Etat au titre de 2017 par catégorie et par sexe

Catégorie	F	M	TOTAL	Proportion des femmes
A	4 241	16 002	20 243	20,95%
B	5 366	12 665	18 031	29,76%
C	10 666	20 040	30 706	34,74%
D	3 127	3 937	7 064	44,27%
E	443	1 059	1 502	29,49%
TOTAL	23 843	53 703	77 546	30,75%

Source : CGFUR-PE, 2017

Tableau n°35: Effectifs des agents de l'Etat au titre de 2017 par ministère et Institution de la République et statut

Ministères et Institutions de la République	ACDPE	FE	Total	Proportion
ASSEMBLEE NATIONALE	4	7	11	0,01%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	6	25	31	0,04%
COUR CONSTITUTIONNELLE	18	29	47	0,06%
COUR SUPREME	10	100	110	0,14%
HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	62	34	96	0,12%
HAUTE COUR DE JUSTICE	12	9	21	0,03%
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	317	119	436	0,56%
MINISTERE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	179	27	206	0,27%
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	192	990	1182	1,52%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	727	1815	2542	3,28%
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1009	2166	3175	4,09%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION	133	144	277	0,36%
MINISTERE DE L'ENERGIE	153	54	207	0,27%
MINISTERE DE L'EAU ET DES MINES	269	108	377	0,49%
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE	100	99	199	0,26%
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	297	51	348	0,45%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	193	213	406	0,52%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE	25817	7275	33092	42,67%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	11399	2014	13413	17,30%
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	229	304	533	0,69%
MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE	286	667	953	1,23%
MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	129	197	326	0,42%
MINISTERE DU TOURISME ET DE LA CULTURE ET DU SPORT	300	259	559	0,72%

Ministères et Institutions de la République	ACDPE	FE	Total	Proportion
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	197	480	677	0,87%
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICRO FINANCE	62	520	582	0,75%
MINISTRE DE LA SANTE	8489	2586	11075	14,28%
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	485	922	1407	1,81%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	331	208	539	0,70%
AUTRES	3860	859	4719	6,09%
TOTAL GENERAL	55265	22281	77546	100,00%

Source : CGFUR-PE, 2017

Le nombre d'agents de l'Etat en 2017 est de 77 546 avec 23 843 femmes (30,75%) et 53 703 hommes et en termes de statut, 22 281 Fonctionnaires de l'Etat (28,73%) et 47 347 Agents Contractuels de Droit Public de l'Etat (ACDPE).

➤ Dossiers de carrière

Tableau n°36: Point des dossiers ordinaires

Dossiers ordinaires	Nombre	Proportions
Nombre de contrats administratifs et nommés	1030	25,9%
Nombre d'engagement	5	0,1%
Nombre de nominations	86	2,2%
Nombre d'évacuations sanitaires	220	5,5%
Nombre de changements de corps	67	1,7%
Nombre d'avancements d'échelons	1992	50,1%
Nombre de reclassements	434	10,9%
Affectation pour ordre	4	0,1%
Mise en disponibilité	5	0,1%
Détachement	77	1,9%
Nombres des autres actes de mouvement	57	1,4%
Total	3977	100,0%

Source: DGFP, 2017

Le nombre de dossiers d'évacuations sanitaires en 2017 est de 220 dossiers.

Le nombre de contrats administratifs et nommés est de 1030 en 2017.

Tableau n°37: Point des dossiers traités en Commission

Commissions	Nombre de dossiers reçus	Nombre de dossiers traités	Proportion de dossiers traités
CNP : PROMOTION	1032	1032	100,0%
CNELA : LISTE D'APTITUDE	130	124	95,4%
CNNEF : NOMINATION ELEVE FONCTIONNAIRE	3	3	100,0%
CNT : TITULARISATION	31	31	100,0%
CNRACE : REVERSEMENT DES ACE EN APE	58	58	100,0%
TOTAL	1254	1248	99,5%

Source : DGFP, 2017

Dans la quasi-totalité des travaux en commissions, tous les dossiers reçus sont traités sauf à la CNELA où 4,6% des dossiers reçus n'ont pas été traités.

➤ **Assistance conseil en matière de gestion de carrière**

Tableau n°38: Nombre de communes ayant bénéficié d'assistance conseil en matière de gestion de carrière des agents de l'Etat

Département	Nombre de Commune	Commune ayant bénéficié d'assistance conseil	Proportion
Atacora-Donga	13	13	100,0%
Atlantique-Littoral	10	0	0,0%
Borgou-Alibori	14	14	100,0%
Mono-Couffo	12	12	100,0%
Ouémé-Plateau	14	14	100,0%
Zou-Collines	15	0	0,0%
Total	78	53	67,9%

Source : DDTFP, 2017

Le nombre de commune ayant bénéficié d'assistance conseil en matière de gestion de carrière en 2017 est de 53 soit un taux de 67,9%.

IV.3. Retraite des Agents de l'Etat

Tableau n°39: Répartition des départs à la retraite au titre de 2017 par catégorie

Catégorie	Total	Proportion
A	916	68,4%
B	235	17,6%
C	66	4,9%
D	82	6,1%
E	40	3,0%
Total	1339	100,0%

SOURCE : CGFUR/PE, 2017

Le nombre des agents de l'Etat admis à faire valoir leur droit à une pension de retraite au titre de 2017 est de 1339 dont (68,4%) de la catégorie A.

IV.4. Le contentieux des Agents de l'Etat

Tableau n°40: Gestion de contentieux administratif

Variables	Nombre		Taux de traitement des dossiers de contentieux
	Enregistré	Traité	
Recours gracieux	43	38	88,4%
Recours hiérarchiques	1	1	100,0%
Recours pour excès de pouvoir	48	42	87,5%
Recours de plein contentieux	0	0	0,0%
Total	92	81	88,0%

Source : DGFP, 2017

Le nombre total de recours enregistrés, en 2017, est de 92 et le nombre de recours traités est de 81 soit un taux de 88%.

Tableau n°41: Fautes Administratives

Fautes	Nombre	Taux
Abandon de poste	12	46,2%
Insubordination	0	0,0%
Malversation sans poursuite judiciaire	0	0,0%
Malversation avec poursuite judiciaire	5	19,2%
Autres violations des textes	9	34,6%
Total	26	100,0%

Source : DGFP, 2017

Le nombre de fautes administratives enregistrées, au titre de l'année 2017, est de 26 dont 12 cas d'abandon de poste et 5 cas de malversations avec poursuite judiciaire.

IV.5. Les affaires disciplinaires

Tableau n°42: Sanctions Administratives

Sanctions	Nombre	Taux
Abaissement d'échelons	7	43,8%
Exclusion temporaire des fonctions pour une période n'excédant pas 6 mois	0	0,0%
Rétrogradation	7	43,8%
Mise à la retraite d'office	0	0,0%
Révocation sans perte des droits à pension	0	0,0%
Révocation avec perte des droits à pension	1	6,3%
Radiations	0	0,0%
Mise à pied sans solde de quinze (15) jours	0	0,0%
Mise à pied sans solde de trente (30) jours Rupture de contrat pour faute grave	1	6,3%
Total	16	100,0%

Source : DGFP, 2017

Le nombre d'agents de l'Etat ayant été sanctionnés en 2017 est de 16 avec sept (07) cas d'abaissements d'échelons, sept (07) cas de rétrogradation, un (01) cas de rupture de contrat pour faute grave et un (01) cas de révocation avec perte des droits à pension.

IV.6. Formation professionnelle continue des agents de l'Etat

Le nombre de Ministères et Institutions disposant de leur plan pluriannuel de formation en cours de validité est de 17 sur les 30 Ministères et Institutions soit un taux de 57%. Les décisions de mise en stage pour les formations Diplômantes avec bourse et sans bourse sont présentées dans les deux tableaux suivants.

Tableau n°43: Programme de formation diplômante avec bourses

Type de programme	Nombre de dossiers reçus			Nombre de dossiers introduits en commission			Nombre de décisions de mise en stage établies			Proportion de décisions de mise en stage établies par programme	Proportion de décisions de mise en stage établies
	M	F	T	M	F	T	M	F	T		
Programme canadien de bourse de la francophonie (PCBF)	33	8	41	33	8	41	5	4	9	22,0%	8,3%
Bourse BID	80	80	160	80	80	160	0	0	0	0,0%	0,0%
COFEB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0,0%
Bourse belge	18	18	36	18	18	36			0	0,0%	0,0%
Bourse Pays-Bas	1	0	1	1	0	1	1	0	1	100,0%	0,9%
Bourse Maroc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0,0%
Bourse coopération française et Francophonie	1	0	1	1	0	1	0	0	0	0,0%	0,0%
Bourses nationales (formations des formateurs)	27	27	54	27	27	54	0	0	0	0,0%	0,0%
Banque mondiale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0,0%
Diverses bourses obtenues par les agents eux-mêmes	36	36	72	36	36	72	36	36	72	100,0%	66,7%
Egypte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0,0%
Doléances	16	5	21	16	5	21	16	5	21	100,0%	19,4%
Bourse CRAC (IRES-RDEC)	3	1	4	3	1	4	4	1	5	125,0%	4,6%
Bourse Allemande	3	3	6	3	3	6	0	0	0	0,0%	0,0%
Bourse du Centre Régionale de Formation pour l'entretien Routier (CERFER)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0,0%
Bourse de l'Institut Africain d'Informatique (IAI)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0,0%
Total	218	178	396	218	178	396	62	46	108	27,3%	100,0%

Source : DGRCE, 2017

Le pourcentage d'agents de l'Etat ayant obtenu l'avis favorable pour leur dossier de formation diplômante avec bourse est de 27,3%. Parmi ceux-ci, 67 % des agents ont recherché eux-mêmes la bourse pour leur formation.

Tableau n°44: Etude des dossiers de formation diplômante sans bourse

Avis	Nature du dossier		Total	Proportions
	Mise en stage pour l'année	Doléances (dossiers antérieurs rejetés pour complément d'informations)		
Favorables	147	67	214	52,32%
Défavorables	45	25	70	17,11%
Réservé	62	11	73	17,85%
Retiré	18	34	52	12,71%
Total	272	137	409	100,00%

Source : DGRCE, 2017

Le pourcentage d'agents de l'Etat ayant obtenu l'avis favorable pour leur dossier de formation diplômante sans bourse est de 52,32%.

Tableau n°45: Répartition des avis favorables par type de dossier de formation

Type de dossier de formation	Dossiers reçus	Avis favorable	Proportion
Formation avec bourse	396	108	27,27%
Formation sans bourse	409	217	53,06%
Total	805	325	40,37%

Source : DGRCE, 2017

Le nombre de dossiers de formation diplômante ayant reçu d'avis favorable en 2017 es de 40,37%.

V. STATISTIQUES DU SECTEUR « REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE»

Le secteur Réforme Administrative et Institutionnelle regroupe les sous-secteurs suivants :

- promotion de la bonne gouvernance dans l'administration publique ;
- promotion des valeurs éthiques et républicaines professionnelles.

- ✓ Le nombre de projets de décrets étudiés et d'arrêtés portant AOF des structures administratives étudié en 2017 est de 67.
- ✓ Le nombre total de communes ayant bénéficié d'audit organisationnel est de 10 sur les 77.
- ✓ Le nombre de personnes formées sur « les outils et techniques d'étude des projets de décrets et d'arrêtés portant AOF des structures administrative » et sur « l'adaptation des structures administratives aux exigences de la LOLF » est de 97.
- ✓ Le nombre de structures déconcentrées, décentralisées ayant bénéficié de l'appui technique à l'opérationnalisation des Services des Relations avec les Usagers est de 51, dont 12 préfectures et 39 communes.
- ✓ Le nombre d'apprenants bénéficiaires s'étant approprié les valeurs de la charte nationale pour la gouvernance du développement du Bénin est de 1701 dont 73,43% sont des élèves.
- ✓ Le nombre de personnes touchées par les sensibilisations sur les réformes administratives et institutionnelles est de 275 avec 32,73% en direction des mass médias et 67,27% en direction des acteurs des structures déconcentrées et décentralisées de l'Etat.
- ✓ Le nombre de participants par formation organisée par l'INFOSEC est en moyenne 30 et est celui par séminaire est 53.

V.1. La promotion de la bonne gouvernance dans l'administration publique

Tableau n°46: Etude des projets de décrets et d'arrêtés portant Attributions, Organisation et Fonctionnement des structures administratives.

Structures concernées	Nombre	Proportion par Ministère (en %)
Ministère de la Santé (MS)	2	2,86
Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)	16	22,86
Ministère de l'Economie Numérique et de la communication (MENC)	1	1,43
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	5	7,14
Ministère de l'Energie (ME)	3	4,29
Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)	7	10,00
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP)	13	18,57
Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (MTCS)	2	2,86
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASMF)	1	1,43
Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)	1	1,43
Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)	1	1,43
Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC)	1	1,43
Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)	7	10,00
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)	2	2,86
Présidence de la République (PR)	3	4,29
INFOSEC	2	2,86
Centre de Perfectionnement du Personnel des Entreprises (CPPE)	1	1,43
Fonds National de la Microfinance (FNM)	1	1,43
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	1	1,43
Total	70	100,00

SOURCE: DGRE, 2017

Le nombre total de projets de décrets et d'arrêtés portant AOF des structures administratives est de 69.

Tableau n°47: Audit organisationnel dans les mairies

Départements	Nombre de Mairies		
	M	F	T
Couffo	1		
Collines	0		
Borgou	1		
Ouémé	1		
Atlantique	0		
Mono	1		
Donga	1		
Atacora	1		
Littoral	1		
Alibori	1		
Zou	1		
Plateau	1		
Total	10		

Source : DGRE, 2017

Le nombre total de communes ayant bénéficié d'audit organisationnel est de 10 sur les 77.

Tableau n°48: Nombre de bénéficiaires de formation sur les actions de réformes

Thème de la formation	Nombre de bénéficiaires		
	M	F	T
Cadres sur les outils et techniques d'étude des projets de décrets et d'arrêtés portant AOF des structures administratives	30	11	41
Adaptation des structures administratives aux exigences de la LOLF	44	12	56
TOTAL	74	23	97

Source: DGRE, 2017

Le nombre de personnes formées sur « les outils et techniques d'étude des projets de décrets et d'arrêtés portant AOF des structures administrative » et sur « l'adaptation des structures administratives aux exigences de la LOLF » est de 97 dont 41 pour le 1^{er} et 56 pour le 2^{eme}.

Tableau n°49: Nombre de structures déconcentrées et décentralisées appuyées sur l'opérationnalisation des Services des Relations avec les Usagers

Département	Nombre de structures déconcentrées et décentralisée			Proportion
	Préfectures	Mairies	Total	
Atacora	1	2	3	5,88
Donga	1	3	4	7,84
Borgou	1	3	4	7,84
Alibori	1	2	3	5,88
Zou	1	3	4	7,84
Collines	1	4	5	9,80
Mono	1	3	4	7,84
Couffo	1	4	5	9,80
Ouémé	1	3	4	7,84
Plateau	1	4	5	9,80
Atlantique	1	7	8	15,69
Littoral	1	1	2	3,92
Total	12	39	51	100

Source : DGRE, 2017

Le nombre de structures déconcentrées et décentralisées ayant bénéficié de l'appui technique à l'opérationnalisation des Services des Relations avec les Usagers est de 51 dont 12 préfectures et 39 communes.

Tableau n°50: Sensibilisation sur les actions des réformes administratives et institutionnelles

Type de bénéficiaire	Nombre de participants			Proportion
	M	F	Total	
Mass médias	77	13	90	32,73
Acteurs des structures déconcentrées et décentralisées de l'Etat	165	20	185	67,27
Total	242	33	275	100

Source : DGRE, 2017

Le nombre de personnes touchées par les sensibilisations sur les réformes administratives et institutionnelles est de 275 avec 32,73% en direction des mass

médias et 67,27% en direction des acteurs des structures déconcentrées et décentralisées de l'Etat.

V.2. La promotion des valeurs éthiques et républicaines

Tableau n°51: Nombre d'apprenants bénéficiaires s'étant approprié les valeurs de la charte nationale pour la gouvernance du développement du Bénin

Type d'apprenant	Nombre d'établissement	Nombre d'apprenants	Proportion de types d'apprenants
Ecoliers	13	452	26,57
Elèves	5	1249	73,43
TOTAL	18	1701	100

Source : DGRE, 2017

Le nombre d'apprenants bénéficiaires s'étant approprié les valeurs de la charte nationale pour la gouvernance du développement du Bénin est de 1701 dont 73,43% sont des élèves.

Tableau n°52: Nombre moyen de participants par formation ou par séminaire

Type d'atelier	Nombre moyen de formations ou séminaires	M	F	T	Nombre moyen de participants par formation ou par séminaire
Formation	9	188	72	260	29
séminaire	5	218	47	265	53
TOTAL	14	406	119	525	38

Source: INFOSEC, 2017

Le nombre moyen de participants est de 30 par formation et de 53 par séminaire.

V.I. STATISTIQUES DU SECTEUR « APPUI ET CONTROLE »

Le secteur « appui et contrôle » porte sur les sous-secteurs suivants :

- finances et Ressources Humaines du Ministère
- programmation et Prospective ;
- informatique et Pré archivage du Ministère ;
- contrôle des services et Emplois Publics.

LES CHIFFRES DU SECTEUR APPUI ET CONTROLE

- ✓ Le nombre de demandes d'agrément pour 2017 est de 1344 dont 600 demandes d'agrément accordés soit un taux de satisfaction de demande d'agrément de 44,6%.
- ✓ Le taux de régularisation des ordres de paiements est de 100%.
- ✓ Le taux d'exécution du budget du Ministère base engagement est de 88,75% et celui base ordonnancement est de 73,34%.
- ✓ Le nombre de bons de commandes édités est de 434.
- ✓ Le taux d'exécution physique du PTA du Ministère est de 70,36%.
- ✓ Le nombre de structures contrôlées dans tous les Ministères est de 94.
- ✓ Le taux d'absentéisme dans l'administration publique en 2017, au moment du contrôle des inspecteurs est de 22,1%.

VI.1. Les finances et ressources humaines du Ministère

Tableau n°53: Nombre de demandes d'agrément

Demandes d'Agréments	Nombre	Proportion
Accordé	600	44,6%
Non Accordé	744	55,4%
Total	1344	100,0%

Source : DAF, 2017

Le nombre total de demandes d'agrément pour 2017 est de 1344 dont 600 demandes d'agrément accordés soit un taux de 44,6%.

Tableau n°54: Budget exécuté

	Valeur
Taux de régularisation des ordres de paiements (SIGFIP)	100%
Taux d'exécution du budget du Ministère base engagement	88,75%
Taux d'exécution financière du budget du Ministère base ordonnancement	73,34%
Nombre de bons de commande édités	434

Source : DAF

- Le taux de régularisation des ordres de paiements est de 100%.
- Le taux d'exécution du budget du Ministère base engagement est de 88,75% et celui base ordonnancement est de 73,34%.
- Le nombre de bons de commandes édités est de 434.

VI.2. La programmation et la prospective

Tableau n°55: Exécution du budget de MTFP, exercice 2017

Rubrique	Valeur
Budget alloué au ministère	32 215 830 000
Fonctionnement (autre que frais de personnel)	12 006 543 000
Dépenses en capital	16 727 916 000
Investissement	3 481 371 000
Taux d'exécution physique du PTA du Ministère	70,36
Taux d'exécution financière base engagement du Ministère	88,75%
Taux d'exécution financière base ordonnancement du Ministère	73,34%

Source : DPP, 2017

Le taux d'exécution physique du PTA du Ministère est de 70,36%. Le taux d'exécution financière base engagement est de 88,75% et le taux d'exécution financière base ordonnancement est de 73,34%.

VI.3. L'informatique et le pré archivage du Ministère »

Le MTFP a longtemps souffert d'un quasi inexistence de statistiques sur ses différentes prestations. Sous le leadership de l'autorité, la DIP a programmé et assuré la réalisation en 2018, d'une enquête de satisfaction des usagers/clients.

Caractéristiques générale des usagers

Les deux tiers des usagers interrogés sont de sexe masculin (65,1%), l'âge moyen des enquêtés est de 36,4 ($\pm 0,27$) ans et quatre usagers sur dix (39,7%) est du niveau d'instruction supérieur et 90,2% vivent en milieu urbain. Selon la typologie, 30,4% sont du secteur public, 26,7% du secteur privé et 42,9% sont sans attachement avec un secteur formel.

Niveau de satisfaction des usagers du MTFP

Le tiers des usagers interrogés (30,2%) a déclaré avoir bénéficié des prestations du MTFP au cours des deux dernières années. Les structures les plus sollicitées sont la DRSC, la DRAE, la CNSS, les DDTFP et la CAR-APFP.

Le niveau de satisfaction a été mesuré sur la base d'un ensemble de quinze items regroupés en trois catégories à savoir : i) la recherche de l'information ; ii) l'accueil

réservé aux usagers lors de la sollicitation de la demande et iii) le traitement de la demande.

Cette étude a révélé qu'en moyenne 68,3 % des usagers/clients du MTFP sont satisfaits des prestations de services à eux offertes. La même étude révèle que le niveau moyen de satisfaction relativement aux neuf secteurs de l'administration publique touchés par l'étude (les trois ordres d'enseignements, les collectivités locales, les finances, la justice, la santé et l'agriculture) varie de 56,3 % à 79 %.

Le tableau ci-dessous présente le niveau de base de certains indicateurs sur les degrés de satisfaction.

Tableau n°56: Satisfaction des usagers de l'Administration publique

N°	Structures	Niveau moyen de satisfaction	Niveau de satisfaction en %				Niveau moyen	Effectifs	
			Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Plus ou moins satisfait	Satisfait			Très satisfait
1	MTFP	Recherche l'information	2,3	5,0	43,4	45,0	4,3		562
		Accueil	2,1	5,2	46,7	42,1	3,9		561
		Traitement l'information	2,9	7,3	44,3	40,5	5,0		560
		Base des 15 critères ¹	0,9	1,4	29,5	59,7	8,5	68,2	563
		Base des 6 critères ²	1,8	3,9	43,1	46,3	4,8	51,2	559
2	MJL		1,8	6,2	29,2	48,8	14,0	62,8	849
3	MS		5,0	11,6	27,1	38,3	17,9	56,3	1372
4	MEMP		0,7	3,7	16,8	54,9	23,9	78,8	565
5	MESTFP		0,7	1,6	23,0	54,5	20,2	74,8	440
6	MESRS		2,7	6,9	31,7	45,4	13,4	58,8	262
7	MAEP		5,3	6,8	27,1	40,7	20,3	51,7	61
8	MEF		3,2	4,3	27,9	47,4	17,3	64,7	538
9	CL		1,7	4,9	28,5	51,1	13,7	64,8	978
10	Administration publique							59,3	1110

Les fonctions usuelles pour apprécier la satisfaction des usagers par rapport aux prestations d'une structure à savoir : l'horaire d'ouverture et de fermeture, l'accueil, le temps d'attente, le traitement de la demande, la disponibilité du service et l'organisation du service.

VI.4 Le contrôle des Services et Emplois Publics

Tableau n°57: Nombre de structures contrôlées par Ministère

Ministères et Institutions	Nombres de structures contrôlées par ministère	Proportions
MTFPAS	20	21,3%
MIT	5	5,3%
MDGL	18	19,1%
MISP	10	10,6%
MESRS	6	6,4%
MPD	8	8,5%
MAEP	7	7,4%
MICA	6	6,4%
MJL	6	6,4%
MENC	5	5,3%
MESTFP	3	3,2%
Total	94	100,0%

Source : IGSEP, 2017

Le nombre de structures contrôlées dans tous les Ministères est de 94.

Le **MTFPAS** est le ministère dont les structures ont été le plus contrôlées soit un taux de 21,3%. Après lui, on retrouve le **MDGL** et en troisième position le **MISP**.

Enfin, le MESTFP est le ministère ayant le moins de structures contrôlées.

Tableau n°58: Contrôles de ponctualité et de présence au poste

Ministères	Ponctuels	Retardataires	Absents	Taux de ponctualité	Taux de présence au poste	Taux d'absentéisme
MTFPAS	314	257	176	42,0%	76,4%	23,6%
MIT	87	43	47	49,2%	73,4%	26,6%
MDGL	33	36	19	37,5%	78,4%	21,6%
MISP	25	65	40	19,2%	69,2%	30,8%
MESRS	58	54	8	48,3%	93,3%	6,7%
MPD	68	55	56	38,0%	68,7%	31,3%
MAEP	52	37	28	44,4%	76,1%	23,9%
MICA	80	37	0	68,4%	100,0%	0,0%
MJL	21	29	18	30,9%	73,5%	26,5%
MENC	57	15	4	75,0%	94,7%	5,3%
MESTFP	42	72	39	27,5%	74,5%	25,5%
Total	837	700	435	42,4%	77,9%	22,1%

Source : IGSEP, 2017

Le taux d'absentéisme au moment du contrôle des inspecteurs en 2017 est de 22,1%. On note que le taux d'absentéisme est plus élevé au niveau des Ministères tels que : **MPD** et **MISP**.

Conclusion

Le présent annuaire statistique donne une vue chiffrée des interventions du MTFP en 2017. Il a permis aussi de découvrir les lacunes du dispositif de production de données statistiques du niveau périphérique jusqu'au niveau central du Ministère. Des efforts et des investissements sont donc nécessaires pour améliorer la situation à travers la mise à jour du système d'information statistique pour la sauvegarde et la capitalisation des données disponibles et le renforcement des capacités de tous les acteurs à tous les niveaux en matière de production statistique.

L'annuaire statistique 2017 met ainsi à la disposition du public des données dans le secteur du travail et de la protection sociale, dans le secteur de la fonction publique, dans le secteur de la réforme administrative et institutionnelle ainsi que dans le secteur de l'appui et du contrôle.

Annexes

ANNEXE N°1 : LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1:	Répartition du personnel du MTFPAS par structure, catégorie et sexe	8
Tableau n°2:	Répartition du personnel du MTFPAS par structure, catégorie et sexe	10
Tableau n°3:	Répartition du budget par programme	11
Tableau n°4:	Tableau n°3 : Exécution budgétaire par structure du MTFPAS.	12
Tableau n°5:	Formation et sensibilisation sur les droits fondamentaux du travail	17
Tableau n°6:	Statistique sur les relations professionnelles.....	17
Tableau n°7:	Statistiques sur les Pires formes de travail des enfants.....	18
Tableau n°8:	Nombre de contrats de travail visés.....	18
Tableau n°9:	Nombre de contrats de travail des nationaux visés par département et par type de contrat.....	19
Tableau n°10:	Nombre de plaintes enregistrées par type et par département	19
Tableau n°11:	Nombre de procès-verbaux de règlements de litiges par types et par département	20
Tableau n°12:	Nombre d'entreprises ayant installé des délégués de personnel par département	20
Tableau n°13:	Nombre de contrats d'apprentissage visés par département	21
Tableau n°14:	Nombre d'attestations d'existence et de non litige délivrées par département	21
Tableau n°15:	Nombre de visites d'entreprises (inopinées, suscitées)	22
Tableau n°16:	Niveau de satisfaction des doléances des organisations syndicales	22
Tableau n°17:	Nombre de motions de grèves par secteur.....	23
Tableau n°18:	Nombre de Syndicats de base déclarés et ayant renouvelé leur texte	23
Tableau n°19:	Nombre d'accidents du travail enregistrés	24
Tableau n°20:	Nombre d'entreprises ayant installé des CHS.....	24
Tableau n°21:	Nombre de bénéficiaires par adhérent de la Caisse Mutuelle de prévoyance Sociale	25
Tableau n°22:	Nombre de bénéficiaires de rente par type de rente en 2017	25

Tableau n°23:	Nombre de bénéficiaires de rente par agence en 2017	26
Tableau n°24:	Nombre d'employeurs immatriculés en 2017	26
Tableau n°25:	Nombre de bénéficiaires de pension par type de pension en 2017 27	
Tableau n°26:	Nombre de demandeurs de pension en 2017	27
Tableau n°27:	Nombre d'activités de formation selon le type de formation	28
Tableau n°28:	Nombre de personnels formés selon le type de formation.....	28
Tableau n°29:	Nombre de bénéficiaires du financement du Fond de Développement de Formation Professionnelle Continue et de l'Apprentissage (FODEFCA) 29	
Tableau n°30:	Nombre d'agents/employés ayant bénéficié du financement du FODEFCA par secteur	29
Tableau n°31:	Nombre d'apprentis ayant bénéficié du financement de FODEFCA pour la formation complémentaire du type dual dans divers métiers de l'artisanat 30	
Tableau n°32:	Effectifs des agents recrutés au titre de 2017 par ministère bénéficiaire, catégorie et sexe	34
Tableau n°33:	Effectifs des agents de l'Etat au titre de 2017 par catégorie et statut 35	
Tableau n°34:	Effectifs des agents de l'Etat au titre de 2017 par catégorie et par sexe 35	
Tableau n°35:	Effectifs des agents de l'Etat au titre de 2017 par ministère et Institution de la République et statut	36
Tableau n°36:	Point des dossiers ordinaires	37
Tableau n°37:	Point des dossiers traités en Commission.....	38
Tableau n°38:	Nombre de communes ayant bénéficié d'assistance conseil en matière de gestion de carrière des agents de l'Etat	38
Tableau n°39:	Répartition des départs à la retraite au titre de 2017 par catégorie 39	
Tableau n°40:	Gestion de contentieux administratif.....	39
Tableau n°41:	Fautes Administratives	40
Tableau n°42:	Sanctions Administratives.....	40
Tableau n°43:	Programme de formation diplômante avec bourses.....	41
Tableau n°44:	Etude des dossiers de formation diplômante sans bourse	42

Tableau n°45:	Répartition des avis favorables par type de dossier de formation	42
Tableau n°46:	Etude des projets de décrets et d'arrêtés portant Attributions, Organisation et Fonctionnement des structures administratives.	45
Tableau n°47:	Audit organisationnel dans les mairies	46
Tableau n°48:	Nombre de bénéficiaires de formation sur les actions de réformes	46
Tableau n°49:	Nombre de structures déconcentrées et décentralisées appuyées sur l'opérationnalisation des Services des Relations avec les Usagers	47
Tableau n°50:	Sensibilisation sur les actions des réformes administratives et institutionnelles	47
Tableau n°51:	Nombre d'apprenants bénéficiaires s'étant approprié les valeurs de la charte nationale pour la gouvernance du développement du Bénin.....	48
Tableau n°52:	Nombre moyen de participants par formation ou par séminaire	48
	Nombre moyen de participants par formation ou par séminaire	48
Tableau n°53:	Nombre de demandes d'agrément	51
Tableau n°54:	Budget exécuté.....	51
Tableau n°55:	Exécution du budget de MTFP, exercice 2017	52
Tableau n°56:	Satisfaction des usagers de l'Administration publique	53
Tableau n°57:	Nombre de structures contrôlées par Ministère	54
Tableau n°58:	Contrôles de ponctualité et de présence au poste	54

ANNEXE N°1 : EQUIPE DE REDACTION

Sous la supervision de : Adidjatou A. MATHYS, Ministre du Travail et de la Fonction Publique

Sous la coordination de : Norbert Boccace KANHOUNON, Secrétaire Général du Ministère du Travail et de la Fonction Publique

Sous la direction de : Abdoulazize MALICK, Directeur de la Programmation et de la Prospective

Rédacteur principal, Paulin S. GNONLONFOUN, Chef du Service de la Gestion du Système d'Information

Avec l'assistance technique de : Ansbert Igor T. AHOKPE, Directeur Adjoint de la Programmation et de la Prospective,

Joseph VODOUNNON Chef de la Cellule Suivi-Evaluation des Projets/Programmes du ministère ;

William ALIA, Gestionnaire de projets et programmes de la Cellule Suivi-Evaluation des Projets/Programmes ;

Thierry OUSSA, Chef du Service des Etudes et de la Prospective ;

Biénas AZONDEKON, Chef du Service de la Coopération Technique

Soulé SAMANI, cadre à la DPP ;

Spéro HINSON, cadre à la DPP ;

Noël BIGUEZOTON, cadre à la DPP ;

Aristide VITOLEY, cadre à la DPP ;

Alexandre SOGLAHOUN, stagiaire à la DPP

Manchiatou FASSASSI, stagiaire à la DPP

Mouinath SALIOU, stagiaire à la DPP